GK. - 1 - L. 2780/1.
2781/1.

Conseil d'... LEGISLATION
30 V 1952
Traduction
Overzetting

Provisionnel (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 14 mars 1952, d'une demande d'avis

1° sur un projet d'arrêté royal "pris en exécution de la loi du 26 janvier 1951 relative à la simplification des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale";

2° sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1937 portant exécution de la loi du 15 décembre 1937 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré et l'arrêté royal du 8 juin 1931 portant règlement général d'application de la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés",

a donné en sa séance du 22 avril 1952 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 14e Maart 1952 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen

1° over een ontwerp van koninklijk besluit "ter uitvoering van de wet van 26 Januari 1951 betreffende de vereenvoudiging der documenten waarvan het bijhouden door de sociale wetgeving opgelegd is";

2° over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 December 1937, ter uitvoering van de wet van 15 December 1937 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood en van het koninklijk besluit van 8 Juni 1931 houdende algemeen reglement ter uitvoering van de wet van 18 Juni 1930 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der bedienden",

heeft ter zitting van 22 April 1952 het volgend advies gegeven:

I.

Le projet d'arrêté royal, pris en exécution de la loi du 26 janvier 1951, relative à la simplification des documents dont la teneur est imposée par la législation sociale, a pour objet d'obliger la plupart des employeurs à tenir un registre du personnel et d'établir, pour chaque travailleur, un compte individuel; ces deux documents, dont le projet détermine les modalités de rédaction et de consultation, sont destinés à remplacer la plupart des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale existante.

Le Conseil d'Etat a été saisi, en même temps que du projet précité, d'un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1937, portant exécution de la loi du 15 décembre 1937 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, et l'arrêté royal du 8 juin 1931 portant règlement général d'application de la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés (L.2781).

Ainsi que l'expose le considérant du projet, ce dernier a pour but d'abroger l'article 48 de l'arrêté royal du 8 juin 1931 et l'article 9 de l'arrêté royal du 27 décembre 1937, étant donné que les mentions imposées par ces articles sont reprises par les documents imposés par le projet d'arrêté royal pris en exécution de la loi du 26 janvier 1951.

.../...

Le Conseil d'Etat propose de fusionner les deux textes :

1° en visant dans le préambule du projet d'arrêté royal pris en exécution de la loi du 26 janvier 1951 les lois visées dans le préambule du projet L.2781;

2° en insérant parmi les dispositions abrogatoires de l'article 21 du même projet d'arrêté les dispositions des articles 1er et 2 du projet L.2781.

II.

L'article 4 du projet ne précise pas à partir de quel moment commence la période de dix ans pendant laquelle la conservation du registre du personnel est obligatoire.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant:

"Le registre du personnel doit être conservé pendant dix ans à partir du jour de la dernière inscription d'un travailleur.".

III.

L'article 6 prévoit les mentions que doivent inscrire au compte individuel tous les employeurs visés à l'article 1er, tandis que les articles 7 à 12 déterminent les mentions supplémentaires qui

.../...

doivent y être ajoutées par les employeurs suivant qu'ils sont assujettis à la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures (article 7), aux lois sur le travail des femmes et des enfants coordonnées par l'arrêté royal du 28 février 1919 (article 8), aux lois relatives aux allocations familiales des travailleurs salariés coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 (article 9), à l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (article 10), à la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail (article 11), aux lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés coordonnées par l'arrêté royal du 9 mars 1951 (article 12).

Les articles 7, 9, 10, 11 et 12 prévoient l'obligation d'inscrire les jours d'interruption du travail en indiquant le motif de cette interruption.

Il n'est pas concevable qu'il y ait des employeurs qui soient visés par le projet et qui ne soient pas assujettis à l'une des lois visées par les articles précités.

Le Conseil d'Etat propose d'ajouter à l'article 6 du projet la disposition suivante :

"Les jours d'interruption du travail et le motif de l'interruption pour chaque période de paie.",

et de supprimer la disposition des articles 7, 9° - 9, 3° - 10, 7° - 11, 8° et 12, 5°.

.../...

IV.

L'article 10 prévoit l'obligation pour les employeurs assujettis à l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs d'inscrire la dénomination de la caisse de compensation pour allocations familiales, le numéro d'affiliation à cette caisse, la dénomination de la caisse de vacances annuelles et le numéro d'affiliation à celle-ci. Ces mentions sont reprises respectivement aux articles 9 et 12 du projet. Etant donné qu'un employeur assujetti à l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 est nécessairement assujetti également aux lois relatives aux allocations familiales et aux lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, le Conseil d'Etat propose de supprimer les dispositions de l'article 10, 2° et 3°.

A l'article 10, 6° du projet, il existe une discordance entre le texte français et le texte néerlandais, le texte français employant le mot "précompté" comme correspondant à "afgehouden". Le texte néerlandais traduisant mieux les intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante : "Le montant de la cotisation de sécurité sociale retenue".

V.

Aux termes de l'article 14 du projet, "le compte individuel peut être consulté par le travailleur deux fois par semaine une heure au moins aux jours et heures indiqués dans le règlement d'atelier ou, à son défaut, dans un avis spécial".

.../...

Tel qu'il est rédigé, cet article autorise tout travailleur à consulter son compte pendant au moins deux heures par semaine, ce qui ne correspond manifestement pas à l'intention du Gouvernement. Le travailleur n'a intérêt à consulter son compte individuel que lorsqu'une retenue est effectuée sur son salaire ou son traitement. C'est pourquoi l'arrêté royal du 27 décembre 1937 prévoit que le salarié a le droit de réclamer personnellement la communication de sa carte de versement à l'expiration du délai dans lequel l'employeur est tenu d'apposer les timbres-retraite sur ladite carte.

La loi du 26 janvier 1951 n'a pas prévu explicitement le droit du travailleur à la consultation de son compte individuel. Aux termes de l'article 1er, alinéa 2, le Roi fixe le nombre et la forme les documents dont la tenue est imposée par la législation sociale et l'époque à laquelle ces documents doivent, le cas échéant, être remis au travailleur.

Aux termes de l'article 15 du projet, le travailleur reçoit une copie de son compte une fois par an, à moins que le contrat ne prenne fin ou ne soit asuspendu par un accident du travail.

Si la loi du 26 janvier 1951 a pour but d'alléger la besogne imposée aux employeurs, elle ne peut cependant avoir pour effet d'empêcher le travailleur de connaître pendant une année la nature et le montant des retenues opérées sur son salaire et de vérifier si le patron les affecte à leur destination légale.

.../...

L'employeur qui administre le bien du travailleur en vertu de la législation sociale, est tenu de lui rendre compte. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'en prescrivant à l'article 14 la manière dont l'employeur rendra compte périodiquement au travailleur des retenues effectuées sur son salaire, le Roi n'excède pas les pouvoirs qu'il tient de la loi du 26 janvier 1951.

VI.

Le chapitre III du projet prévoit des dispositions particulières applicables aux employeurs occupant au travail des ouvriers mineurs et assimilés et aux armateurs de la marine marchande.

Les articles 17 et 18 énumèrent les mentions que les employeurs doivent inscrire au compte individuel.

Ces articles reprennent les mentions prévues à l'article 6 du projet. Le Gouvernement entend donc grouper au chapitre III toutes les dispositions applicables à ces employeurs. Or, pour les employeurs occupant des ouvriers mineurs, des dispositions analogues à celles des articles 14 à 16 font défaut. Il résulte des renseignements fournis au Conseil d'Etat que le Gouvernement a cependant l'intention de rendre ces dispositions applicables à ces employeurs.

.../...

Le Conseil d'Etat propose d'insérer au chapitre III un article 18 nouveau rédigé comme suit: "Les dispositions des articles 14 à 16 sont applicables aux employeurs soumis à l'article 17.".

\+

\+ +

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF A LA SIMPLIFICATION DES DOCUMENTS DONT LA TENUE EST IMPOSEE PAR LA LEGISLATION SOCIALE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 18 juin 1930 portant revision de la loi du 10 mars 1925 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, notamment l'article 72;

Vu les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, notamment l'article 7;

.../...

Vu la loi du 26 janvier 1951 relative à la simplification des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale, notamment les articles 1er, 2 et 3;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE 1er. - DU REGISTRE DU PERSONNEL.

Article 1er.-

Doivent tenir un registre du personnel, les employeurs soumis à une ou plusieurs des lois suivantes :

1° loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures;

2° lois sur le travail des femmes et des enfants, coordonnées par l'arrêté royal du 28 février 1919;

3° loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier;

4° lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

.../...

5° l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

6° loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, coordonnée par l'arrêté royal du 28 septembre 1931;

7° lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 9 mars 1951.

Ce registre doit être numéroté de façon continue ou être composé de feuillets mobiles numérotés de façon continue.

Article 2.-

Le registre du personnel énonce pour chaque travailleur :

1° le numéro d'inscription dans le registre;

2° les nom et prénoms;

3° le lieu et la date de naissance;

4° le sexe;

5° le domicile;

6° le numéro de la carte d'identité et la commune qui l'a délivrée;

7° s'il s'agit d'un mineur, le nom et l'adresse des parents et éventuellement du tuteur;

8° la nature exacte des fonctions chez l'employeur;

9° le numéro du compte de retraite;

.../...

10° s'il s'agit d'un employé, l'organisme d'assurance en vue de la pension de vieillesse et du décès prématuré auquel il est affilié et le numéro d'affiliation;

11° la date d'entrée en service;

12° la date à laquelle le contrat a pris fin.

Article 3.-

Les mentions prévues à l'article 2 sont portées au registre du personnel dès l'entrée en service du travailleur.

Article 4.-

Le registre du personnel doit être conservé pendant dix ans à partir du jour de la dernière inscription d'un travailleur. Passé ce délai, les mentions relatives aux travailleurs qui sont encore en service sont, en cas de suppression de ce registre, reportées dans le nouveau registre.

CHAPITRE II. DU COMPTE INDIVIDUEL.

Article 5.-

Les employeurs visés à l'article 1er doivent dresser, pour chaque travailleur, un compte individuel.

.../...

Article 6.-

Le compte individuel énonce :

1° le début et la fin de chaque période de paie;

2° le numéro d'inscription au registre du personnel;

3° les nom et prénoms du titulaire;

4° le numéro du compte de retraite ou, s'il s'agit d'un employé, l'organisme d'assurance en vue de la pension de vieillesse et du décès prématuré auquel il est affilié et le numéro d'affiliation;

5° le domicile du titulaire;

6° l'état civil du titulaire;

7° le nom et l'adresse de l'employeur;

8° le nombre de jours de travail prestés pendant chaque période de paie;

9° les jours d'interruption du travail et le motif de l'interruption, pour chaque période de paie.

Article 7.-

Outre les mentions prévues à l'article 6, les employeurs assujettis à la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures doivent, pour chaque période de paie, porter les mentions suivantes sur le compte individuel :

1° le nombre d'heures de travail prestées;

2° le taux de la rémunération ordinaire, quelle que soit l'unité prise en considération pour l'établir: heure, semaine, pièce, entreprise, etc...;

.../...

3° le nombre d'heures supplémentaires effectuées, par jour, avec mention de la date;

4° le montant de la rémunération des heures normales de travail;

5° le montant de la rémunération des heures supplémentaires de travail;

6° les primes;

7° l'évaluation des avantages en nature;

8° la rémunération totale.

Article 8.-

Outre les mentions prévues à l'article 6, les employeurs soumis aux lois sur le travail des femmes et des enfants, coordonnées par l'arrêté royal du 28 février 1919, doivent, pour chaque période de paie, porter la mention suivante sur le compte individuel : nombre d'heures de travail prestées.

Article 9.-

Outre les mentions prévues à l'article 6, les employeurs assujettis aux lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, doivent porter les mentions suivantes sur le compte individuel :

1° le nombre d'enfants et d'autres personnes à charge;

2° la caisse de compensation pour allocations familiales à laquelle l'employeur est affilié et le numéro d'inscription du titulaire.

.../...

Article 10.-

Outre les mentions prévues à l'article 6, les employeurs assujettis à l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, doivent porter les mentions suivantes sur le compte individuel :

1° le numéro d'immatriculation à l'Office national de sécurité sociale;

2° le montant de la rémunération totale;

3° le montant de la rémunération servant de base au calcul de la cotisation de sécurité sociale;

4° le montant de la cotisation de sécurité sociale retenue;

5° à l'expiration de chaque trimestre ou lors du départ du titulaire, le numéro du bon de cotisation destiné à l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité.

Les mentions prévues aux 2°, 3° et 4° du présent article doivent être inscrites pour chaque période de paie.

Article 11.-

Outre les mentions prévues à l'article 6, les employeurs visés à l'article 8 de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, doivent porter les mentions suivantes sur le compte individuel :

1° organisme assureur contre les accidents du travail;

2° le montant de la rémunération des heures normales de travail;

.../...

3° le montant de la rémunération des heures supplémentaires de travail;

4° le montant de la rémunération des jours fériés non prestés ou des jours de repos compensatoire;

5° les primes;

6° l'évaluation des avantages en nature;

7° la rémunération totale.

Les mentions prévues aux 2° à 7° du présent article doivent être inscrites pour chaque période de paie.

Article 12.-

En plus des mentions prévues à l'article 6, les employeurs assujettis aux lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951, doivent porter les mentions suivantes sur le compte individuel :

1° le nombre d'enfants et d'autres personnes à charge;

2° la caisse de vacances annuelles à laquelle le titulaire est affilié et son numéro d'affiliation;

3° le montant de la rémunération des jours fériés non prestés ou des jours de repos compensatoire;

4° la rémunération totale.

Les mentions prévues aux 3° et 4° du présent article doivent être inscrites pour chaque période de paie.

.../...

Article 13.-

Les employeurs assujettis à plusieurs des lois visées aux articles 7 à 13 ne doivent mentionner qu'une seule fois au compte individuel les indications qui seraient communes à ces lois.

Article 14.-

Tout travailleur peut consulter son compte individuel. A cette fin, l'employeur met les comptes individuels à la disposition des travailleurs, deux fois par semaine pendant une heure au moins. Les jours et les heures de consultation sont indiqués dans le règlement d'atelier ou, à défaut, dans un avis spécial.

Article 15.-

Le travailleur reçoit une copie de son compte individuel dans les délais suivants :

1° dans les six premières semaines de l'année civile, pour le compte de l'année écoulée;

2° dans les sept jours qui suivent la fin du contrat, pour le compte de l'année civile en cours et celui de l'année écoulée si la copie ne lui en a pas encore été remise;

3° en cas d'accident du travail, dans les sept jours de la demande, pour le compte de l'année civile en cours et celui de l'année écoulée si la copie ne lui en a pas encore été remise.

../....

Article 16.-

Le compte individuel doit être conservé par l'employeur pendant cinq ans à partir du jour de la fin du contrat.

CHAPITRE III. DISPOSITIONS PARTICULIERES A CERTAINES CATEGORIES D'EMPLOYEURS.

Section 1ère. - Employeurs occupant des ouvriers mineurs et assimilés.

Article 17.-

Le compte individuel des ouvriers mineurs et assimilés énonce :

1° le début et la fin de chaque période de paie;

2° le numéro d'inscription au registre du personnel;

3° les nom et prénoms du titulaire;

4° l'organisme assureur contre les accidents du travail;

5° la caisse de compensation pour allocations familiales à laquelle l'employeur est affilié et le numéro d'inscription du titulaire;

6° le domicile du titulaire;

7° l'état civil du titulaire;

8° le nombre d'enfants et d'autres personnes à charge;

9° le nom et l'adresse de l'employeur;

10° le nombre de jours de travail prestés;

.../...

11° le nombre d'heures de travail prestées;

12° le taux de la rémunération ordinaire, quelle que soit l'unité prise en considération pour l'établir;

13° le montant de la rémunération des heures normales de travail;

14° le montant de la rémunération des heures supplémentaires de travail;

15° le montant de la rémunération des jours fériés non prestés ou des jours de repos compensatoire;

16° les primes;

17° l'évaluation des avantages en nature;

18° la rémunération totale;

19° le montant de la rémunération servant de base au calcul de la cotisation de sécurité sociale;

20° le montant de la cotisation de sécurité sociale retenue;

21° la rémunération nette;

22° les jours d'interruption du travail et le motif de l'interruption;

23° le nombre d'heures supplémentaires effectuées par jour, avec mention de la date;

24° à l'expiration de chaque trimestre ou lors du départ du travailleur, le numéro du bon de cotisation, destiné à l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité.

Les mentions prévues au 1° ainsi que celles prévues aux 10 à 23° du présent article doivent être inscrites pour chaque période de paie.

Article 18.-

Les dispositions des articles 14 à 16 sont applicables aux employeurs soumis à l'article 17.

Section II. Armateurs de la marine marchande.

Article 19.-

Le compte individuel des marins de la marine marchande énonce :

1° le début et la fin de chaque période de paie;

2° le numéro d'inscription au registre du personnel, le nom et les prénoms du titulaire;

3° la dénomination de la caisse de compensation pour allocations familiales à laquelle l'employeur est affilié et le numéro d'inscription du titulaire;

4° le domicile du titulaire;

5° l'état civil du titulaire;

6° le nombre d'enfants et d'autres personnes à charge;

7° le nom et l'adresse de l'armateur;

8° le nombre de jours de travail prestés;

9° le montant de la rémunération des heures prestées;

10° le montant de la rémunération des jours fériés non prestés ou des jours de repos compensatoire;

11° les primes;

12° l'évaluation des avantages en nature;

13° la rémunération totale;

14° les jours d'interruption du travail et le motif de l'interruption.

Les mentions prévues au 1° ainsi que celles prévues aux 8° à 14° du présent article doivent être inscrites pour chaque période de paie.

Article 20.-

Le marin de la marine marchande reçoit une copie de son compte individuel dans les délais suivants :

1° dans les six premières semaines de l'année civile, pour le compte de l'année écoulée;

2° à sa demande, dans les sept jours qui suivent la fin du contrat, pour le compte de l'année civile en cours et pour celui de l'année écoulée si la copie ne lui en a pas encore été remise.

Article 21.-

Le compte individuel doit être conservé par l'employeur pendant cinq ans à partir du jour de la fin du contrat.

.../...

CHAPITRE IV. DISPOSITIONS GENERALES.

Article 22.-

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut autoriser certains employeurs à inscrire les mentions prévues aux articles 2, 6 à 13, 17 et 19 sur d'autres documents que ceux imposés par le présent arrêté.

Article 23.-

Les inspecteurs et contrôleurs sociaux, les ingénieurs des mines et les inspecteurs des explosifs sont chargés de surveiller l'application du présent arrêté dans les établissements dont ils ont la surveillance.

CHAPITRE V. DISPOSITIONS FINALES.

Article 24.-

Sont abrogés :

1° ... (texte du projet, sous réserve de supprimer les mots : "modifié par les arrêtés royaux des 10 février 1936 et 9 novembre 1939"; en effet, ces arrêtés n'ont pas modifié l'article 5);

2° l'article 3 de l'arrêté royal du 23 juin 1924 portant exécution de l'article 6 de la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la

.../...

semaine de quarante-huit heures dans les industries ou branches d'industries dans lesquelles le temps nécessaire à l'exécution du travail ne peut être, en raison de sa nature, déterminé d'une manière précise, ou dans lesquelles les matières mises en oeuvre sont susceptibles d'altération très rapide, y inséré par l'arrêté royal du 25 octobre 1928;

3° l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1927 portant exécution de l'article 5 de la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures, en ce qui concerne les industries soumises à l'influence des saisons;

4° l'article 2 de l'arrêté royal du 28 janvier 1928 portant exécution de la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures, en ce qui concerne les industries soumises à l'influence des saisons;

5° ...(texte du projet) ...

6° l'article 48 de l'arrêté royal portant règlement général d'application de la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés;

7° ... (texte du projet : article 21, 6°) ...

8° ... (idem. : article 21, 7°)....

9° ... (idem. : article 21, 8°) ...

10° ... (idem. : article 21, 9°) ...

11° ... (idem. : article 21,10°) ...

12° ... (idem : article 21,11°) ...

13° ... (idem : article 21,12°) ...

14° ... (idem : article 21,13°) ...

.../...

15° l'article 9 de l'arrêté royal du 29 décembre 1937 portant exécution de la loi du 15 décembre 1937 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, en ce qui concerne les versements des assurés obligatoires et des assurés libres à la Caisse générale d'épargne et de retraite;

16° ... (texte du projet : article 21,14°) ...

17° l'article 1er, 1°, alinéa 2, b, 2°, alinéa 2, c, et 4°, alinéa 2 ... (texte du projet : article 21, 15°) ...;

18° ... (texte du projet : article 21, 16°)... ;

19° ... (idem : article 21, 17°)... ;

20° ... (idem : article 21, 18°)... ;

21° ... (idem : article 21, 19°)... ;

22° l'article 2 de l'arrêté royal du 30 septembre 1939 portant exécution de l'article 5 de la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures, en ce qui concerne les entreprises de transport de lin teillé et d'étoupes;

23° ... (texte du projet : article 21, 21°) ... ;

24° ... (idem : article 21, 22°) ... ;

25° ... (idem : article 21, 23°) ... .

Article 25.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1953.

.../...

Article 26.-

Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

I.

Het ontwerp van koninklijk besluit, dat genomen wordt ter uitvoering van de wet van 26 Januari 1951 betreffende de vereenvoudiging der documenten waarvan het bijhouden door de sociale wetgeving opgelegd is, strekt er toe het merendeel van de werkgevers te verplichten een register van het personeel bij te houden en voor iedere werknemer een individuele rekening aan te leggen; deze beide documenten, waarvan het ontwerp bepaalt hoe zij opgemaakt en geraadpleegd moeten worden, zijn bestemd om de meeste documenten waarvan het bijhouden door de bestaande sociale wetgeving is opgelegd, te vervangen.

Samen met dit ontwerp werd bij de Raad van State ingediend een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 December 1937, ter uitvoering van de wet van 15 December 1937 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood en van het koninklijk besluit van 8 Juni 1931, houdende algemeen reglement ter uitvoering van de wet van 18 Juni 1930 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der bedienden (L.2781).

Zoals de considerans van het ontwerp verklaart, heeft het tot doel de opheffing van artikel 48 van het koninklijk besluit van 8 Juni 1931 en van artikel 9 van het koninklijk besluit van 27 December 1937, daar de bij deze artikelen opgelegde vermeldingen overgenomen worden in de documenten opgelegd door het ontwerp van koninklijk besluit ter uitvoering van de wet van 26 Januari 1951.

.../...

De Raad van State stelt voor, beide teksten te versmelten, en daartoe :

1° in de inleiding van het ontwerp van koninklijk besluit ter uitvoering van de wet van 26 Januari 1951 de wetten te vermelden waarnaar in de inleiding van het ontwerp L.2781 is verwezen;

2° onder de opheffingsbepalingen van artikel 21 van hetzelfde ontwerp van wet het bepaalde in de artikelen 1 en 2 van het ontwerp L.2781 op te nemen.

II.

Artikel 4 bepaalt niet op welk tijdstip de periode van tien jaar gedurende welke het register van het personeel moet worden bewaard, ingaat.

De Raad van State stelt volgende tekst voor :

"Het register van het personeel moet bewaard worden gedurende tien jaar te rekenen van de dag waarop een werknemer voor het laatst is ingeschreven.".

III.

Artikel 6 bepaalt welke gegevens alle in artikel 1 bedoelde werkgevers op de individuele rekening moeten aanbrengen, terwijl de artikelen 7 tot 12 aangeven welke bijkomende gegevens de werkgevers er moeten aan toevoegen naar gelang zij onderworpen zijn aan de wet van 14 Juni 1921 tot invoering van de achturendag en van de acht-en-veertigurenweek (artikel 7), aan de

.../...

wetten op de arbeid der vrouwen en kinderen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 28 Februari 1919 (artikel 8), aan de wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 19 December 1939 (artikel 9), aan de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders (artikel 10), aan de wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen (artikel 11), aan de wetten betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 9 Maart 1951 (artikel 12).

De artikelen 7, 9, 10, 11 en 12 leggen de verplichting op, de dagen waarop de arbeid onderbroken werd aan te tekenen en de reden der onderbreking op te geven.

Het is niet denkbaar dat het ontwerp het over werkgevers zou hebben, die niet onder één der in voornoemde artikelen genoemde wetten zouden vallen.

De Raad van State stelt voor, aan artikel 6 van het ontwerp volgende bepaling toe te voegen :

"Voor iedere uitbetalingsperiode, de dagen waarop de arbeid onderbroken werd en de reden der onderbreking",en het bepaalde onder de artikelen 7, 9° - 9, 3° - 10, 7° - 11, 8°,en 12, 5°.

.../...

IV.

Artikel 10 legt aan de werkgevers, die onder de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders vallen, de verplichting op de benaming van de compensatiekas voor kinderbijslag, het toetredingsnummer tot die kas, de benaming van de kas voor jaarlijks verlof en het toetredingsnummer tot deze laatste, in te schrijven. Die gegevens komen onderscheidenlijk ook in de artikelen 9 en 12 van het ontwerp voor. Aangezien een aan de besluitwet van 28 December 1944 onderworpen werkgever noodzakelijk ook onder de wetten betreffende de kinderbijslag en onder de wetten betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders valt, stelt de Raad van State voor het bepaalde onder de artikelen 10, 2° en 3°, te schrappen.

In artikel 10, 6°, van het ontwerp is er gemis aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst; aan het woord "afgehouden" beantwoordt in de Franse tekst "précompté". Daar de Nederlandse tekst beter de bedoeling van de Regering weergeeft, stelt de Raad van State voor, in de Franse tekst te lezen : "Le montant de la cotisation de sécurité sociale retenue".

V.

Luidens artikel 14 van het ontwerp "kan de individuele rekening door de werknemer tweemaal per week op de dagen en uren aangeduid in het werkplaatsreglement of, bij ontstentenis er van, in een speciaal bericht gedurende minstens één uur ingezien worden".

.../...

De gegeven tekst van dit artikel staat aan iedere werknemer toe gedurende ten minste twee uur per week zijn rekening in te zien, wat klaarblijkelijk niet de bedoeling van de Regering is. De werknemer heeft er slechts belang bij van zijn individuele rekening inzage te nemen, wanneer op zijn loon of wedde een afhouding is gedaan. Om die reden trouwens bepaalt het koninklijk besluit van 27 December 1937 dat de loonarbeider het recht heeft persoonlijk inzage te vorderen van zijn stortingskaart, bij het verstrijken van de termijn binnen welke de werkgever gehouden is de lijfrentezegels op genoemde kaart te plakken.

De wet van 26 Januari 1951 heeft niet uitdrukkelijk voorgeschreven dat de werknemer het recht heeft zijn individuele rekening in te zien. Luidens artikel 1, tweede lid, bepaalt de Koning het getal en het model van de documenten waarvan het bijhouden door de sociale wetgeving opgelegd is, alsmede het tijdstip waarop deze documenten eventueel aan de arbeiders moeten afgegeven worden.

Volgens artikel 15 van het ontwerp ontvangt de werknemer een afschrift van zijn rekening eenmaal 's jaars, tenzij het contract een einde neemt of ingevolge een arbeidsongeval geschorst werd.

Hoewel de wet van 26 Januari 1951 er toe strekt de aan de werkgevers opgelegde taak te verlichten, mag zij nochtans niet tot gevolg hebben dat de werknemer een jaar lang geen kennis kan krijgen van de aard en het bedrag der op zijn loon gedane afhoudingen, noch kan nagaan of de patroon aan die afhoudingen de wettelijke bestemming geeft.

.../...

De werkgever die krachtens de sociale wetgeving het goed van de werknemer beheert, is hem rekenschap verschuldigd. De Raad van State is van advies dat de Koning de hem bij de wet van 26 Januari 1951 verleende macht niet te buiten gaat wanneer hij in artikel 14 voorschrijft op welke wijze de werkgever periodiek aan de werknemer rekenschap moet geven van de op zijn loon gedane afhoudingen.

IV.

Hoofdstuk III van het ontwerp behelst bijzondere bepalingen welke van toepassing zijn op de werkgevers die mijnwerkers en er mede gelijkgestelde arbeiders tewerkstellen en op de koopvaardijreders.

De artikelen 17 en 18 geven een opsomming van de gegevens die de werkgevers op de individuele rekening moeten inschrijven.

Die artikelen nemen de in artikel 6 van het ontwerp genoemde gegevens over. De Regering wil dus onder hoofdstuk III alle voor die werkgevers geldende bepalingen groeperen. Voor de werkgevers die mijnwerkers tewerkstellen,ontbreken echter bepalingen in de aard van die van de artikelen 14 tot 16. Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen nochtans, wil de Regering die bepalingen op bedoelde werkgevers van toepassing verklaren.

.../...

De Raad van State stelt voor, in hoofdstuk III een nieuw artikel 18 in te voegen, luidend als volgt : "Het bepaalde in de artikelen 14 tot 16 vindt overeenkomstige toepassing op de werkgevers die aan artikel 17 onderworpen zijn.".

\+

\+ \+

Voorts stelt de Raad van State voor, in het ontwerp vormwijzigingen aan te brengen; deze zijn in de hiernavolgende tekst opgenomen :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE VEREENVOUDIGING DER DOCUMENTEN WAARVAN HET BIJHOUDEN DOOR DE SOCIALE WETGEVING OPGELEGD IS.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 18 Juni 1930 tot herziening van de wet van 10 Maart 1925 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der bedienden, namelijk op artikel 72;

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, namelijk op artikel 7;

.../...

Gelet op de wet van 26 Januari 1951 betreffende de vereenvoudiging der documenten waarvan het bijhouden door de sociale wetgeving opgelegd is, namelijk op de artikelen 1, 2 en 3;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I.- REGISTER VAN HET PERSONEEL.

Artikel 1.-

Een register van het personeel moet bijgehouden worden door de werkgevers die onderworpen zijn aan een of meer van de volgende wetten :

1° wet van 14 Juni 1921 tot invoering van de achturendag en van de acht-en-veertigurenweek;

2° wetten op de arbeid der vrouwen en kinderen, samengeordend bij het koninklijk besluit van 28 Februari 1919;

3° wet van 15 Juni 1896 nopens de werkplaatsreglementen;

4° samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

5° besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

.../...

6° wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen, samengeordend bij het koninklijk besluit van 28 September 1931;

7° wetten betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders, samengeordend bij het koninklijk besluit van 9 Maart 1951.

Dit register moet doorlopend genummerd zijn of samengesteld zijn uit losse, doorlopend genummerde bladen

Artikel 2.-

Het register van het personeel vermeldt voor iedere werknemer :

1° het nummer van inschrijving in het register;

2° naam en voornamen;

3° plaats en datum van geboorte;

4° kunne;

5° woonplaats;

6° het nummer van de identiteitskaart en de gemeente die ze uitgereikt heeft;

7° gaat het om minderjarige, naam en adres van de ouders en eventueel van de voogd;

8° de juiste aard van de functies bij de werkgever;

9° het nummer van de pensioenrekening;

.../...

10° gaat het om een bediende, de instelling voor verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood waarbij hij aangesloten is en het nummer van toetreding;

11° de datum van indiensttreding;

12° de datum waarop het contract een einde nam.

Artikel 3.-

De in artikel 2 bepaalde gegevens worden onmiddellijk bij de indiensttreding van de werknemer in het register van het personeel ingeschreven.

Artikel 4.-

Het register van het personeel moet bewaard worden gedurende tien jaar te rekenen van de dag waarop een werknemer voor het laatst is ingeschreven. Na die termijn worden, ingeval dat register van de hand wordt gedaan, de gegevens betreffende nog in dienst zijnde werknemers in het nieuw register overgeschreven.

HOOFDSTUK II.- INDIVIDUELE REKENING.

Artikel 5.-

De bij artikel 1 bedoelde werkgevers moeten voor iedere werknemer een individuele rekening opmaken.

.../...

Artikel 6.-

De individuele rekening vermeldt :

1° begin en einde van elke uitbetalingsperiode;

2° het nummer van inschrijving in het register van het personeel;

3° naam en voornamen van de titularis;

4° het nummer van de pensioenrekening of, zo het om een bediende gaat, de instelling voor verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood waarbij hij aangesloten is en het nummer van toetreding;

5° de woonplaats van de titularis;

6° de burgerlijke stand van de titularis;

7° naam en adres van de werkgever;

8° per uitbetalingsperiode het aantal dagen aan arbeid besteed;

9° voor elke uitbetalingsperiode, de dagen waarop de arbeid onderbroken werd en de reden van de onderbreking.

Artikel 7.-

Behalve de bij artikel 6 bepaalde gegevens, moeten de werkgevers vallend onder de wet van 14 Juni 1921 tot invoering van de achturendag en van de acht-en-veertigurenweek, voor iedere uitbetalingsperiode op de individuele rekening vermelden :

.../...

1° het aantal uren aan arbeid besteed;

2° het bedrag van de gewone bezoldiging, onverschillig volgens welke eenheid het wordt berekend : uur, week, stuk, aanneming, enz...;

3° het aantal overuren per dag, onder opgaaf van de datum;

4° het bedrag van de bezoldiging voor de normale werkuren;

5° het bedrag van de bezoldiging voor de overuren;

6° de premies;

7° de raming van de voordelen in natura;

8° de totale bezoldiging.

Artikel 8.-

Behalve de in artikel 6 bepaalde gegevens, moeten de werkgevers vallend onder de bij koninklijk besluit van 28 Februari 1919 samengeordende wetten op de arbeid der vrouwen en kinderen, voor iedere uitbetalingsperiode op de individuele rekening vermelden : het aantal uren aan arbeid besteed.

Artikel 9.-

Behalve de in artikel 6 bepaalde gegevens, moeten de werkgevers vallend onder de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, op de individuele rekening vermelden :

1° het aantal kinderen en andere personen ten laste;

2° de compensatiekas voor kinderbijslag waarbij de werknemer is aangesloten en het nummer van toetreding van de titularis.

.../...

Artikel 10.-

Behalve de in artikel 6 bepaalde gegevens, moeten de werkgevers vallend onder besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, op de individuele rekening vermelden :

1° het nummer van inschrijving bij de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid;

2° het bedrag van de totale bezoldiging;

3° het bedrag van de bezoldiging op basis waarvan de bijdrage voor de maatschappelijke zekerheid wordt berekend;

4° het bedrag van de afgehouden bijdrage voor de maatschappelijke zekerheid;

5° bij het verstrijken van elk trimester of bij vertrek van de werknemer, het nummer van de bijdragebon bestemd voor de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit.

De gegevens bepaald onder 2°, 3° en 4° van dit artikel moeten voor iedere uitbetalingsperiode ingeschreven worden.

Artikel 11.-

Behalve de in artikel 6 bepaalde gegevens, moeten de werkgevers bedoeld bij artikel 8 van de wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen, op de individuele rekening vermelden :

.../...

1° de instelling voor verzekering tegen arbeidsongevallen;

2° het bedrag van de bezoldiging voor de normale arbeidsuren;

3° het bedrag van de bezoldiging voor de overuren;

4° het bedrag van de bezoldiging voor feestdagen waarop niet is gewerkt of voor de compensatie-rustdagen;

5° de premies;

6° de raming van de voordelen in natura;

7° de totale bezoldiging.

De gegevens bepaald onder 2° tot 7° van dit artikel moeten voor iedere uitbetalingsperiode ingeschreven worden.

Artikel 12.-

Behalve de in artikel 6 bepaalde gegevens, moeten de werkgevers vallend onder de op 9 Maart 1951 samengeordende wetten betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders, op de individuele rekening vermelden:

1° het aantal kinderen en andere personen ten laste;

2° de kas voor jaarlijks verlof waarbij de titularis aangesloten is en zijn nummer van toetreding;

3° het bedrag van de bezoldiging voor feestdagen waarop niet is gewerkt of voor de compensatie-rustdagen;

4° de totale bezoldiging.

.../...

De gegevens bepaald onder 3° en 4° van dit artikel moeten voor iedere uitbetalingsperiode ingeschreven worden.

Artikel 13.-

De werkgevers die aan verschillende van de in de artikelen 7 tot 13 genoemde wetten onderworpen zijn, moeten de aan die wetten gemene gegevens slechts eenmaal op de individuele rekening inschrijven.

Artikel 14.-

Iedere werknemer kan van zijn individuele rekening inzage nemen. Daartoe stelt de werkgever de individuele rekeningen tweemaal per week gedurende ten minste één uur ter beschikking van de werknemers. De dagen en uren voor inzage worden in het werkplaatsreglement of, bij ontstentenis daarvan, in een speciaal bericht opgegeven.

Artikel 15.-

De werknemer krijgt een afschrift van zijn individuele rekening binnen de volgende termijnen :

1° binnen de eerste zes weken van het kalenderjaar, voor zover betreft de rekening van het afgelopen jaar;

2° binnen zeven dagen na het einde van het contract, voor zover betreft de rekening van het lopend kalenderjaar en die van het afgelopen jaar, indien het afschrift hem nog niet werd overhandigd;

.../...

3° bij een arbeidsongeval, binnen zeven dagen na de aanvraag, voor zover betreft de rekening van het lopend kalenderjaar en die van het afgelopen jaar, indien het afschrift hem nog niet werd overhandigd.

Artikel 16.-

De individuele rekening moet door de werkgever bewaard worden gedurende vijf jaar te rekenen van de dag waarop het contract een einde nam.

HOOFDSTUK III.- BIJZONDERE BEPALINGEN TEN AANZIEN VAN SOMMIGE CATEGORIEEN VAN WERKGEVERS.

Afdeling 1.- Werkgevers die mijnwerkers en er mede gelijkgestelde arbeiders tewerkstellen.

Artikel 17.-

De individuele rekening der mijnwerkers en er mede gelijkgestelde arbeiders vermeldt :

1° begin en einde van elke uitbetalingsperiode;

2° het nummer van inschrijving in het register van het personeel;

3° naam en voornamen van de titularis;

4° de instelling voor verzekering tegen arbeidsongevallen;

5° de compensatiekas voor kinderbijslag waarbij de werknemer aangesloten is en het nummer van toetreding van de titularis;

.../...

6° de woonplaats van de titularis;

7° de burgerlijke stand van de titualris;

8° het aantal kinderen en andere personen ten laste;

9° naam en adres van de werkgever;

10° het aantal dagen aan arbeid besteed;

11° het aantal uren aan arbeid besteed;

12° het bedrag van de gewone bezoldiging, onverschillig volgens welke eenheid het wordt berekend;

13° het bedrag van de bezoldiging voor de normale arbeidsuren;

14° het bedrag van de bezoldiging voor de overuren;

15° het bedrag van de bezoldiging voor feestdagen waarop niet is gewerkt of voor de compensatie-rustdagen;

16° de premies;

17° de raming van de voordelen in natura;

18° de totale bezoldiging;

19° het bedrag van de bezoldiging op basis waarvan de bijdrage voor de maatschappelijke zekerheid wordt berekend;

20° het bedrag van de afgehouden bijdrage voor de maatschappelijke zekerheid;

21° de netto-bezoldiging;

.../...

22° de dagen waarop de arbeid onderbroken werd en de reden van de onderbreking;

23° het aantal overuren per dag, onder opgaaf van de datum;

24° bij het verstrijken van elk trimester of bij vertrek van de werknemer, het nummer van de bijdragebon bestemd voor de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit.

De gegevens bepaald onder 1° en die bepaald onder 9° tot 22° van dit artikel moeten voor iedere uitbetalingsperiode ingeschreven worden.

Artikel 18.-

Het bepaalde in de artikelen 14 tot 16 is toepasselijk op de werkgevers die aan artikel 17 onderworpen zijn.

Afdeling 2.- Koopvaardijreders.

Artikel 19.-

De individuele rekening van de zeelieden ter koopvaardij vermeldt :

1° begin en einde van elke uitbetalingsperiode;

2° het nummer van inschrijving in het register van het personeel, naam en voornamen van de titularis;

3° de benaming van de compensatiekas voor kinderbijslag waarbij de werknemer aangesloten is en het nummer van toetreding van de titularis;

4° de woonplaats van de titularis;

.../...

5° de burgerlijke stand van de titularis;

6° het aantal kinderen en andere personen ten laste;

7° naam en adres van de reder;

8° het aantal dagen aan arbeid besteed;

9° het bedrag van de bezoldiging voor de arbeidsuren;

10° het bedrag van de bezoldiging voor de feestdagen waarop niet is gewerkt of voor de compensatie-rustdagen;

11° de premies;

12° de raming van de voordelen in natura;

13° de totale bezoldiging;

14° de dagen waarop de arbeid onderbroken werd en de reden van de onderbreking.

De gegevens bepaald onder 1° en die bepaald onder 8° tot 14° van dit artikel moeten voor iedere uitbetalingsperiode ingeschreven worden.

Artikel 20.-

De zeeman ter koopvaardij krijgt een afschrift van zijn individuele rekening, binnen de volgende termijnen :

1° binnen de eerste zes weken van het kalenderjaar, voor zover betreft de rekening van het afgelopen jaar;

2° op zijn aanvraag, binnen zeven dagen na het einde van het contract voor zover betreft de rekening van het lopend kalenderjaar en die van het afgelopen jaar indien het afschrift hem nog niet werd overhandigd.

.../...

Artikel 21.-

De individuele rekening moet door de werkgever bewaard worden gedurende vijf jaar te rekenen van de dag waarop het contract een einde nam.

HOOFDSTUK IV.- ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 22.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg kan toestaan dat sommige werkgevers de gegevens bepaald in de artikelen 2, 6 tot 13, 17 en 19 inschrijven in andere documenten dan bij dit besluit voorgeschreven.

Artikel 23.-

De sociale inspecteurs en controleurs, de mijningenieurs en de inspecteurs voor de springstoffen zijn er mede belast toe te zien dat dit besluit toegepast wordt in de inrichtingen die onder hun toezicht staan.

HOOFDSTUK V.- SLOTBEPALINGEN.

Artikel 24.-

Opgeheven worden :

1° ... (tekst van het ontwerp,mits te schrappen : "gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 Februari 1936 en 9 November 1939"; die besluiten hebben immers geen wijziging gebracht aan artikel 5);

.../...

2° artikel 3 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1924 houdende uitvoering van artikel 6 van de wet van 14 Juni 1921 tot invoering van de achturendag en van de acht-en-veertigurenweek in de bedrijven of bedrijfstakken waarin de tot uitvoering van de arbeid nodige tijd, wegens de aard er van, niet nauwkeurig kan worden bepaald of waarin de verwerkte grondstoffen voor zeer spoedige ontaarding vatbaar zijn, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 October 1928;

3° artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 Juni 1927 houdende uitvoering van artikel 5 van de wet van 14 Juni 1921 tot invoering van de achturendag en van de acht-en-veertigurenweek, wat betreft de bedrijven die aan seizoenschommeling onderhevig zijn;

4° artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 Januari 1928 houdende uitvoering van de wet van 14 Juni 1921 tot invoering van de achturendag en van de acht-en-veertigurenweek, wat betreft de bedrijven die aan seizoenschommeling onderhevig zijn;

5° ... (tekst van het ontwerp) ...

6° artikel 48 van het koninklijk besluit houdende algemeen reglement tot toepassing van de wet van 18 Juni 1930 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der bedienden;

7° ... (tekst van het ontwerp : artikel 21, 6°) ...

8° ... (idem. : artikel 21, 7°) ...

9° ... (idem. : artikel 21, 8°) ...

.../...

10° ... (tekst van het ontwerp : artikel 21, 9°) ...

11° ... (idem. : artikel 21, 10°) ...

12° ... (idem. : artikel 21, 11°) ...

13° ... (idem. : artikel 21, 12°) ...

14° ... (idem. : artikel 21, 13°) ...

15° artikel 9 van het koninklijk besluit van 29 December 1937 houdende uitvoering van de wet van 15 December 1937 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der bedienden, wat betreft de stortingen van de verplicht-verzekerden en van de vrijwillig-verzekerden aan de Algemene Spaar- en Lijfrentekas;

16° ... (tekst van het ontwerp : artikel 21, 14°) ...

17° artikel 1, 1°, tweede lid, b, 2°, tweede lid, c, en 4°, tweede lid ... (tekst van het ontwerp : artikel 21, 15°) ...

18° ... (tekst van het ontwerp : artikel 21, 16°) ...

19° ... (idem. : artikel 21, 17°) ...

20° ... (idem. :: artikel 21, 18°) ...

21° ... (idem. : artikel 21, 19°) ...

22° artikel 2 van het koninklijk besluit van 30 September 1939 houdende uitvoering van artikel 5 van de wet van 14 Juni 1921 tot invoering van de achturendag en de acht-en-veertigurenweek, wat betreft de ondernemingen voor vervoer van gezwingeld vlas en kroten;

.../...

23° ... (tekst van het ontwerp : artikel 21, 21°) ...

24° ... (idem. : artikel 21, 22°) ...

25° ... (idem. : artikel 21, 23°) ...

Artikel 25.-

Dit besluit treedt 1 Januari 1953 in werking.

Artikel 26.-

Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	J. VAUTHIER, F. DUCHENE,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.